

efficace demeurait un des problèmes les plus importants et ils ont exprimé l'espoir que l'attitude soviétique, qui jusque-là avait empêché qu'on en arrive à des ententes concrètes au sujet des questions essentielles, en vienne à changer.

Les ministres ont reconnu qu'il fallait augmenter l'efficacité des forces classiques, et que des armes suffisantes et bien réparties, tant classiques que nucléaires, étaient nécessaires pour permettre à l'Alliance de parer le mieux possible à toute menace contre sa sécurité. Ils ont ajouté qu'il fallait faire des efforts soutenus pour assurer et perfectionner ces forces. Les ministres ont invité le Conseil permanent à étudier les moyens de mieux faire concorder les exigences militaires de l'OTAN avec les plans de défense des États membres, et de mieux répartir le fardeau de la défense commune. A l'invitation du gouvernement canadien, le Conseil a accepté de tenir la prochaine réunion ministérielle à Ottawa en mai 1963.

Les représentants permanents des États membres ont tenu séance entre les réunions ministérielles pour examiner les événements internationaux d'ordre militaire, économique et politique qui intéressent l'Alliance, revoir les plans de défense des membres, étudier la question des dépenses relatives aux installations militaires financées en commun (infrastructure) et aviser aux mesures propres à assurer l'état d'alerte en temps de paix et la protection civile. Des manœuvres militaires ont eu lieu pour montrer le bon état de préparation où se trouvent les forces terrestres, navales et aériennes affectées aux divers commandements de l'OTAN.

L'apport du Canada à l'OTAN.—L'un des éléments essentiels de la politique extérieure du Canada a continué d'être, en 1962, l'appui qu'il accorde à l'OTAN. A titre d'apport à la puissance militaire de l'Alliance, le Canada maintient une brigade d'infanterie et une division aérienne en Europe, ainsi que des troupes auxiliaires au Canada. Il a assigné un fort contingent naval au Commandant allié suprême de l'Atlantique (SACLANT) en vue de la défense de la région du Canada et des États-Unis en cas d'urgence, et il participe avec les États-Unis à la défense du continent nord-américain par l'intermédiaire du Commandement de défense aérienne nord-américain (NORAD).

Depuis 1950, le Canada a consacré environ 1,800 millions de dollars à l'aide mutuelle aux membres européens de l'OTAN. Le programme d'aide, qui comporte des participations à l'infrastructure et au budget militaire de l'OTAN, des transferts de matériel aux États membres et des cours de formation des équipages aériens de l'OTAN au Canada, s'est poursuivi durant 1962. Ce programme, tout en perdant de son ampleur à cause des circonstances changeantes et de la capacité accrue des membres européens de répondre à leurs propres besoins en fait de défense, continue à jouer un rôle vital dans l'affermissement des forces de l'OTAN.

Sous-section 4.—Les Programmes d'aide du Canada à l'étranger

Le Plan de Colombo.—L'idée du Plan de Colombo pour le développement économique du Sud et du Sud-Est de l'Asie était lancée à la réunion des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth tenue à Colombo (Ceylan) du 9 au 14 janvier 1950. Initiative des gouvernements du Commonwealth, le Plan de Colombo n'est pas exclusivement réservé, cependant, aux pays de cette collectivité. Il a pour objet de favoriser le développement économique et la hausse des niveaux de vie de tous les pays et territoires du Sud et du Sud-Est de l'Asie. Voici quels pays adhèrent présentement au Plan de Colombo: Australie, Bhoutan, Birmanie, Cambodge, Canada, Ceylan, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Nord-Bornéo, Pakistan, Philippines, Sarawak, Singapour, Thaïlande, Grande-Bretagne et Viet-Nam, ainsi que les États-Unis qui mettent aussi en œuvre dans la même région un vaste programme d'aide économique. La Corée du Sud et le Bhoutan sont devenus membres en 1962.

Le Plan de Colombo est dirigé par une Commission consultative, formée de ministres des pays membres, qui se réunit tous les ans pour étudier les projets, échanger des vues sur les questions de programme et rédiger un rapport. Comme son nom l'indique, il s'agit